

placer par une autre alliance, et c'est dans le centre gauche qu'il la cherchera. La politique du centre droit, dans les derniers événements, a tourné tout entière sur ce calcul. Les meneurs du parti se sont dit qu'il ne s'agissait que de vaincre; que le lendemain de la victoire tous les incidents viendraient à eux; que le centre gauche lui-même serait rassuré par le langage qu'on lui ferait; que de cette manière il se formerait un grand parti des centres; et qu'alors on pourrait couper le câble, rompre les mauvaises liaisons, et faire de la république conservatrice, jusqu'au jour où, par une dernière et suprême manœuvre, on planterait la bannière du centre gauche à son tour et l'on abaisserait la monarchie.

Ces calculs du centre droit ne sont pas affaire de simple conjecture; ils sont imposés par les circonstances, ils résultent de la nécessité de la situation. Mais ces calculs n'en sont pas moins erronés. Le centre droit se fait des illusions sur le centre gauche. Il fait un peu comme M. Casimir Périer, qui s'était flatté d'attirer à lui beaucoup de membres du centre droit, et qui n'en a pas détaché un seul. Le gouvernement ne détachera personne du centre gauche. Le centre gauche n'est pas moins conservateur, sans doute, que ne le supposent ceux qui voudraient l'absorber, mais il est beaucoup plus républicain. Il lui est arrivé ce qui arrive à tous les partis, il s'est échauffé dans la lutte et il a fini par se passionner pour des principes auxquels il ne s'était rangé d'abord que par raison. Mais il y a quelque chose qui sépare peut-être encore plus décidément les deux centres: celui de droite est essentiellement et en dernière analyse un parti religieux; il réclame la conversion de la France; tandis que le centre gauche a tout à fait l'averion de ces visées-là et de ce genre de politique.

Cette dernière distinction nous semble quelque peu absolue. La tendance religieuse prédomine certes dans les rangs de la droite, mais on ne saurait en dire autant du centre droit, qui compte dans ses rangs MM. Beulé, Baudouin et Broglie.

Mais ce qui met le comble à la confusion, c'est de voir des aujourd'hui l'organe de M. Gambetta circonvenir le successeur de M. Thiers pour le persuader que lui aussi finira par trouver son appui dans la gauche et qu'on y est en fort bonne compagnie. Pour le prouver, la République française juge convenable d'invoquer la manifestation bruyante faite par les radicaux à M. Thiers mardi dernier, lorsqu'il est venu occuper sa place de député au centre gauche. Après avoir attribué à un diplomate étranger qui assistait à la manifestation, le mot: « Décidément c'est là (à gauche) qu'est le vrai patriotisme et la vraie force de la France » — la République française continue comme suit:

« Il y a là un grand enseignement. Nous voudrions espérer qu'il ne passera point sans être recueilli. M. Thiers, président de la République française, est aujourd'hui remplacé par un illustre soldat qui a vu la pratique des devoirs militaires, étrangers aux luttes comme aux passions politiques, mais qui, dans le cours de sa longue et glorieuse carrière, doit avoir appris à connaître les hommes, les nobles sentiments comme les mesquines visées qui peuvent les faire agir; qui doit savoir aussi à quels coups du sort, à quels retours soudains de la fortune démentent exposés ceux que leur destinée a mis à la tête des armées comme des États. Depuis deux ans, M. le maréchal de Mac-Mahon assistait avec une rare assiduité aux séances, surtout aux plus orageuses, de cette Assemblée de Versailles où se traitent les plus graves intérêts de notre pays. Nous l'avons souvent observé dans cette tribune où il se tenait entouré de quelques amis fidèles, et d'où il suivait avec une attention qui nous a toujours frappés la mêlée confuse des idées, des principes et des hommes engagés dans les luttes parlementaires. Ce n'est point une mauvaise école que celle-là, pour qui veut surprendre le secret du gouvernement des nations; et qui pourrait dire aujourd'hui que M. le maréchal de Mac-Mahon a recueilli du spectacle de tant d'agitations passionnées, où le fond de l'âme des partis se découvre, de tant de combats où les opinions se mesurent, en se prenant corps à corps? Qui sait si M. le maréchal de Mac-Mahon, dans la noble simplicité d'une âme loyale, n'a pas souvent pensé, comme le diplomate froid et expérimenté de la séance d'hier, en regardant le côté gauche de l'Assemblée: « Décidément, c'est là qu'est le vrai patriotisme et la vraie force de la France? »

« Nous n'avons pas l'honneur de connaître M. le président de la République; nous n'appartenons point à ceux que l'on appelle ses amis; nous n'avons pas désiré son élévation au pouvoir suprême, et nous n'y avons pas contribué; nous sommes plutôt de ceux que l'on désigne à ses défiances et peut-être aux rigueurs que des imprudents sollicitent de lui. A tous ces titres, nous sommes mieux situés que personne pour parler un libre langage à M. le maréchal de Mac-Mahon, et pour l'inviter, avec tout le respect qui est dû à la haute charge et à la redoutable mission qu'il vient d'assumer, à se tenir en dehors et au-dessus des partis, et à regarder où va la France. Premier magistrat de la République, il n'est après tout que le premier serviteur de la France. C'était la devise de nos anciens rois; ce doit être à plus forte raison celle des chefs de l'État dans nos temps modernes. Si M. de Mac-Mahon, homme de devoir, veut voir et reconnaître où va la France, tout peut être sauvé; en tout cas, rien n'est perdu. Sa loyauté nous répond d'un compte fidèle de sa gestion politique; son honneur et sa gloire nous autorisent à espérer la liberté dans l'expression des vœux du pays, et qui sait? peut-être son concours dans les efforts que tous les bons citoyens doivent faire pour en assurer le triomphe. »

En Suisse, avant que la révision fédérale ne vienne de nouveau passionner les esprits, ce sont les questions confessionnelles qui continuent à être à l'ordre du jour.

Le Grand-Conseil du canton de Berne a résolu le 28 mai, à une grande majorité, d'introduire le mariage civil obligatoire.

Le Journal de Genève du 28 publie le projet de nouvelle organisation du culte catholique. Aux termes du projet, le canton est divisé en paroisses. Chaque paroisse élit son curé et une commission investie d'attributions administratives. Le serment exigé des curés est le même que précédemment. Le culte, dans son ensemble, est dirigé par un conseil supérieur composé de 20 laïques et de 5 ecclésiastiques, tous choisis par élection. La suspension d'un curé peut s'opérer, soit par le conseil d'Etat pour violation du serment, soit par l'autorité diocésaine pour infraction à la discipline.

La minorité du Grand-Conseil neuchâtelois a en effet adressé à l'Assemblée fédérale, comme nous en exprimions hier la prévision, un recours contre la décision

du Grand-Conseil soustrayant au vote populaire, malgré la Constitution, la ratification de la nouvelle loi ecclésiastique.

Les journaux carlistes publient une nouvelle lettre du duc de Madrid. Dans cette lettre, adressée au cabecilla Dorregaray, don Carlos déclare que, malgré la conduite indigne suivie par le gouvernement de Madrid à l'égard des prisonniers et des blessés carlistes, il ne peut considérer comme ennemis les officiers et soldats tombés au pouvoir de ses bandes. Il autorise, par conséquent, Dorregaray à mettre ces derniers en liberté, moyennant l'engagement de ne plus prendre les armes contre leur loi légitime.

La République démocratique croit savoir qu'il n'est pas certain que les conservateurs prennent possession de leur siège à la Constituante. Le seul qui paraisse encore incertain sur la ligne de conduite à suivre, est M. Rios-Rosas, mais ses amis pensent qu'il prendra finalement une résolution analogue à celle de ses collègues. Il n'y aurait donc d'opposition à la Constituante que celle du parti alphonse, représenté par MM. Esteban Collantes, Elduayen et Romero Robledo. Cette opposition ne sera pas très-génante.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, vendredi 30 mai, au soir.

L'Assemblée Nationale a adopté la proposition concernant la reconstruction de la colonne Vendôme.

La Chambre s'est ensuite ajournée à jeudi prochain.

Le Journal officiel publie la nomination du général du Barrail comme ministre de la guerre. Il contient en outre le rapport de M. de Ranneville sur les actes diplomatiques du gouvernement de la défense nationale.

Autre dépêche.

Paris, vendredi 30 mai, au soir.

Les journaux confirment le fait que le nouveau cabinet ne modifiera rien la politique étrangère de la France. M. le duc de Broglie enverra aux agents diplomatiques français une circulaire dans ce sens.

Autre dépêche.

Rio Janeiro, 31 mai.

Le budget de l'empire pour l'exercice de 1874 se solde par 104 millions de milreis pour les recettes et 101,484,792 milreis pour les dépenses, soit par un excédant de recettes de 2,515,208 milreis.

Une révolution a éclaté dans la province d'Entrerios (Confédération Argentine). Le chef, présumé des rebelles est Lopez Jourdan. Les insurgés ont pris Gualeguay, Victoria et Colon. Le télégraphe est coupé. Le gouvernement mobilise la garde nationale. Trois mille hommes ont été envoyés de Santafe.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

PARLEMENT DE L'EMPIRE.

Séance du 28 mai.

Au banc des ministres: MM. le prince de Bismarck, Delbrück, Stephan, etc.

Le traité postal avec l'Italie est adopté définitivement, en troisième lecture.

L'Assemblée passe à la deuxième délibération sur le projet de loi Elben et consorts proposant l'institution d'un « département des chemins de fer de l'empire. » (Reichs-Eisenbahn-Gesetz.)

La discussion s'engage sur l'art. 1^{er}, qui est ainsi conçu:

« Pour la mise en pratique des attributions confiées à l'empire d'Allemagne en matière de chemins de fer, il est institué une autorité centrale, sous la dénomination de département des chemins de fer de l'empire. »

Le département a son siège à Berlin et se compose d'un président et du nombre nécessaire de conseillers.

M. DENKHOFF propose de modifier le dernier alinéa comme suit:

« Le département est une autorité permanente et collégiale, qui a son siège à Berlin. Il se compose, etc. »

M. ECKHARDT et LAMEY désirent l'adjonction d'un 3^e alinéa, portant:

« Les personnes qui remplissent un emploi dans l'administration des chemins de fer de l'empire ne peuvent exercer aucune activité ni au département même des chemins de fer ni pour ce département. »

Enfin M. HAMMACHER voudrait que l'expression « chemins de fer de l'empire » fût remplacée par celle de « chemins de fer allemands. »

M. MOHL (Wurtemberg) critique le projet, qui, selon lui, aurait dû émaner de l'initiative gouvernementale; ne répond à aucun besoin pressant du pays; ne servirait qu'à donner un aliment à la spéculation, tant combattue par M. Lasker, et ne serait qu'un reflet de la manie de centralisation qui distingue les Français.

M. ECKHARDT (Bade) motive son amendement sur les incompatibilités, lequel, d'après son intention, a surtout pour but de réagir contre le particularisme prussien, « qui a l'avantage d'être plus long et plus large que les autres particularismes, sans en être meilleur pour cela. (Hilarité.) »

M. DE REICHENSPERGER (Crefeld), — ultramontain — partage l'opinion de M. Mohl. Le projet de loi aurait dû venir, non de l'initiative parlementaire, mais du comité compétent du conseil fédéral. Il tend évidemment à la centralisation, et, tout comme naguère on recourait en tout et pour tout à la police, on fait maintenant toujours et constamment appel à l'empire. Selon l'orateur, il doit s'être passé quelque chose d'anormal dans les classes, mais ce « quelque chose » a été soigneusement dissimulé à lui et à ses collègues du parti du centre. En cas d'acceptation du projet, M. de Reichensperger appuiera l'amendement Eckhardt.

M. LE CHANCELIER DE L'EMPIRE, PRINCE DE BISMARCK. La nécessité du projet de loi qui nous occupe ressort de la Constitution elle-même. Des inconvénients existent dans notre administration des chemins de fer; ils sont patents. Et en cela je pense moins à la question des concessions qu'à celle de l'exploitation. Ce dernier service n'est soumis qu'à des règlements de pure théorie, que les compagnies suivent ou ne suivent pas, selon leur volonté. Or, avec la législation actuelle, le pouvoir central est impuissant à faire exécuter ce qui est cependant stipulé en principe par la

Constitution. Le préopinant a reproché au chancelier de l'empire de ne pas avoir pris l'initiative de la réforme dont il s'agit. Il l'a fait, messieurs; il a chargé des experts d'étudier la question et il a invité les plénipotentiaires prussiens au conseil fédéral à la soutenir, mais ses efforts ont été vains, parce qu'il ne pouvait pas faire appel à une pression directe de l'empire et que tout pouvoir exécutif lui faisait défaut.

Pour le gouvernement, c'est dans l'art. 3 du projet que gît le nœud de la question. Cet article lui donne, quoique sous une forme très anodine, une autorité exécutive et le pouvoir de punir les infractions. Je me contente de ce minimum d'autorité et je l'accepte avec reconnaissance, dans l'espoir que vous ne refuserez pas votre concours pour un développement ultérieur de la réforme en temps et lieu. Mais grâce ne laissez pas le pouvoir central dans son impuissance actuelle, je vous en conjure dans l'intérêt de la dignité de l'empire et de la dignité de la Constitution. Aujourd'hui le pouvoir central peut s'appuyer, il est vrai, sur les stipulations de la Constitution, mais il n'a ni la possibilité ni les moyens de la faire reconnaître et mettre en pratique. (Applaudissements.)

M. BRAUN (Gera) défend chaleureusement le projet de loi et combat les scrupules de MM. Mohl et de Reichensperger avec une ironie qui soulève une foule de récriminations.

M. TRITSCHLER (Bade) déplore la concurrence que font les chemins de fer de l'Alsace-Lorraine aux lignes badoises.

M. DELBRÜCK accepte pas la discussion incidemment sur ce point. Il répondra si l'on formule à ce sujet une interpellation ou une motion directe.

M. SCHMID (Wurtemberg). Le projet de loi accentue vivement le contraste entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud. Les États du Sud ne veulent pas de « dictature des chemins de fer. » A la conclusion des traités de Versailles la Chambre wurtembergeoise avait considéré comme une précieuse concession que tout le service des voies de communication restât du ressort du Wurtemberg, pour ce qui concernait le royaume. « Nous rendons à l'empire ce qui est à l'empire, dit l'orateur en conclusion, mais nous ne voulons pas sacrifier les intérêts de notre pays pour faire quoi? dépasser ce qui est de la compétence de l'empire. »

M. DENKHOFF et HAMMACHER combattent les opinions particularistes de MM. Mohl et Schmid, après quoi la discussion est close et l'article 1^{er} adopté, avec les trois amendements, que M. Delbrück avait déclaré accepter.

Art. 2. — Le président et les membres du département des chemins de fer de l'empire sont nommés par l'empereur, les fonctionnaires et employés subalternes par le chancelier de l'empire.

M. DE LOR désire voir ajouter après les mots « sont nommés », ceux-ci: « sur la proposition du conseil fédéral. »

M. DE WINDTHORST (Meppen) voudrait que le conseil fédéral s'expliquât sur le compte du projet de loi. L'orateur trouve surprenant que le chancelier de l'empire appuie avec autant de chaleur un projet émané de l'initiative parlementaire. M. de Windthorst désirerait en outre bien savoir contre qui, dans cette question, le prince de Bismarck a rallié des troupes auxiliaires.

Les membres du conseil fédéral restent muets et le chancelier de l'empire a déjà quitté la salle.

Appelé à se prononcer, le Parlement repousse l'amendement de Loe et vote l'art. 2 du projet.

Art. 3. — Le département des chemins de fer gère ses affaires sous la responsabilité et d'après les instructions du chancelier de l'empire. Il est autorisé, dans les limites de la compétence tracée par la Constitution, d'inviter les administrations à lui présenter des rapports sur tous les arrangements et mesures pris par elles, et à procéder personnellement et en tout temps à des enquêtes sur ces mesures et arrangements. Le département publie les ordonnances à cet effet et prononce sur les griefs qui lui sont soumis. Jusqu'à la promulgation d'une loi sur les chemins de fer de l'empire, le département des chemins de fer est investi, à l'égard des compagnies particulières et pour l'exécution des décrets et ordonnances, de toutes les attributions dont sont revêtues actuellement, vis-à-vis des compagnies, les autorités de surveillance respectives dans les divers États confédérés.

« Les administrations des chemins de fer de l'État peuvent, en cas échéant, être astreintes, dans la voie législative, à se conformer à ces décrets et ordonnances. »

Plusieurs amendements sont proposés. 1^{er} amendement Eckhardt et Lamey: ajouter au 2^e alinéa les mots: « conformément aux stipulations de la Constitution de l'empire et de la (future) loi sur les chemins de fer de l'empire. »

2^e amendement Eckhardt et Lamey: formuler la clause suivante comme dernier alinéa: « Le chancelier de l'empire est chargé de faire exécuter par les administrations des chemins de fer les ordonnances émanant du département des chemins de fer. »

Amendement Loe et Sombart: intercaler l'alinéa que voici entre les 2^e et 3^e alinéas: « Jusqu'à l'institution d'un département sanitaire de l'empire, le département des chemins de fer est chargé de la police vétérinaire sur les voies ferrées. »

M. LASKER résume d'abord les dernières paroles de M. de Windthorst comme une malveillante insinuation. De même que le chancelier de l'empire, l'orateur est d'avis que le nœud de la question est dans cet art. 3, qui investit le département des chemins de fer d'attributions permettant de compter qu'il fera valoir son autorité dans la même mesure envers les administrations des chemins de fer de l'État qu'à l'égard des compagnies privées.

M. DE WINDTHORST (Meppen). Cette autorité, telle qu'elle est constituée en vertu de l'art. 3, n'est qu'une machine administrative aux mains du chancelier de l'empire, aux instructions duquel elle doit se conformer (Très-bien!). Avec de pareils lois, messieurs, vous entrez de plus en plus dans le système de la dictature du chancelier. Or, l'appétit vient en mangeant et je suis persuadé qu'une autorité telle que celle que vous voulez instituer aura un appétit tout à fait insatiable. (Rires.) J'ai interrogé le conseil fédéral; je viens de lui demander s'il est d'accord avec les déclarations du prince de Bismarck. Le conseil fédéral a gardé un silence éloquent (Rires), d'où je conclus que le chancelier n'avait pas été autorisé à parler comme il l'a fait. Je constate, par conséquent, que le chancelier de l'empire a tiré de l'initiative parlementaire pour son usage personnel le projet de loi qui nous occupe, système incompatible avec le principe collégial et fédératif du conseil fédéral. De plus, cet art. 3 implique une modification essentielle de la Constitution, une modification nulle part au chancelier le droit d'une action exécutive en matière de chemins de fer et cela au détriment des divers États. Cet article est donc inexécutable sans une modification préalable de la Constitution. Je me félicite d'avoir vu une fois ces messieurs de Bade et du Wurtemberg sur la brèche (Hilarité); il est vrai que la loi dont il s'agit les affecte d'une manière assez sensible. C'est

pourquoi je les prie instamment de la repousser.

Une motion d'ajournement est acceptée et la suite de la discussion sur l'art. 3 renvoyée à la séance du lendemain, 29.

Le grand article de la *Provincial-Korrespondenz*, signalé déjà par le télégraphe, contient d'abord un long exposé de la politique de M. Thiers et des affaires de France sous son gouvernement, et consacre ensuite les réflexions suivantes au nouvel ordre de choses sorti de la crise du 24 mai:

« L'installation d'un nouveau gouvernement en France, qui s'est effectuée uniquement en raison de la situation intérieure de ce pays, ne paraît pas devoir exercer une influence sur les rapports avec l'étranger en général ni sur l'accomplissement des obligations contractées par la France envers l'Allemagne. »

« Autant c'est un devoir d'honneur politique, à ce moment où l'ancien président de la République française vient d'être forcé inopinément de renoncer à sa position, de faire ressortir une fois de plus combien il avait contribué par son attitude d'homme d'Etat, loyal et sage, à accélérer l'œuvre de paix, tant en elle-même que pour son exécution, entre la France et l'Allemagne, — autant il importe de déclarer qu'il est loin de la pensée du gouvernement allemand, à l'heure actuelle tout comme dans le cours des événements des dernières années, d'entreprendre en quoi que ce soit ses appréciations et ses vœux, concernant les rapports avec la France, au domaine de la politique intérieure de ce pays tout voisin. »

« Notre attitude vis-à-vis du nouveau gouvernement français se dessinera uniquement d'après celle qu'il observera à l'égard de l'Allemagne et principalement sous le rapport des obligations assumées envers nous en vertu des traités. D'après les premières déclarations qui ont déjà été faites, le gouvernement actuel a la volonté de persévérer sous ce rapport dans la ligne politique suivie par celui qui l'a précédé. »

« Si, de divers côtés, on exprime soit l'espérance, soit l'appréhension que, sous son nouveau gouvernement, la France ne veuille accéder à des points de vue confessionnels ou influence sur sa politique étrangère, cette supposition peut se baser sur l'appréciation de certaines conditions des partis en France. Mais il est douteux que ces points de vue puissent, en cas échéant, prévaloir avec quelque succès par rapport à l'attitude de la France dans les questions de politique étrangère. »

« Quoi qu'il en soit, l'Allemagne peut considérer avec le sentiment d'une pleine sécurité et tranquillité la nouvelle évolution qui vient de se produire dans la situation intérieure de la France. »

« Il ne sera peut-être pas inopportun, pour donner une idée des « espérances » signalées par la *Provincial-Korrespondenz* à la suite de l'installation d'un nouveau gouvernement en France, de citer quelques passages d'un article du principal organe ultramontain de l'Allemagne du Sud, le *Bayrische Vaterland*. »

Après avoir rappelé qu'il y a quelques mois M. le maréchal de Mac-Mahon conduisait à Lourdes cent mille pèlerins pour implorer le secours de Marie en faveur de la France, la feuille cléricale s'écrit: « Et maintenant M. de Mac-Mahon est président de la République française: quel revirement par les décrets de Dieu! (*Welche Wendung durch Gottes Fügung*.) »

« La-dessus, le *Vaterland* se lance dans les visions prophétiques: « Nous allons entendre la voix du canon. Le parti de la révolution va se lever en France, mais pour être écrasé et faire place à la monarchie légitime. En Italie, le parti de la révolution triomphera aussi d'abord, mais pour être dompté ensuite par la France. Les portes de l'enfer s'ouvriront partout, mais elles ne prévaudront point contre ce rocher qui s'appelle l'Eglise catholique. Nous sommes à la veille de grandes épreuves; nous sommes au bord d'une mer de larmes et de sang... Mais au-delà de cette mer nous attend la terre de la paix: le triomphe de l'Eglise et de la justice! »

« Le *Reichsanzeiger* de mercredi promulgue la loi du 23 mai 1873 sur la création et l'administration de la caisse des invalides (187 millions de thalers). »

Autriche-Hongrie.

D'après la *Neue freie Presse*, il aurait été décidé dans les sphères gouvernementales de ne pas ordonner les élections pour le Reichsrath avant le milieu du mois d'octobre. Le nouveau Reichsrath serait convoqué immédiatement après les élections. Les Diètes ne se réuniraient pas auparavant. Rien ne serait encore décidé relativement à la question de savoir si la session des Diètes aurait lieu ou non en décembre, lors de l'ajournement du Reichsrath.

En Bohême, dit la même feuille, la session de la Diète nécessiterait du reste de nouvelles élections, vu que, comme on sait, les « Déclarants » de la dernière Diète sont déchus de leur mandat.

Une communication de Prague annonce que, conformément aux intentions du ministère en ce qui concerne la fondation de sociétés d'actionnaires et de petits industriels, le gouvernement provincial de la Bohême n'accorde plus aucune concession pour la fondation de sociétés d'épargne, d'avances et de crédit.

D'après le *Pester Lloyd* la dotation de la succursale de la Banque nationale à Pesth sera probablement augmentée dans quelques jours.

La *Wiener Zeitung* publie la loi concernant la conscription de chevaux en cas de mobilisation de l'armée permanente et de la landwehr.

France.

Assemblée Nationale.

Séance du 27 mai.

Présidence de M. Buffet.

La Chambre vérifie sans débats les élections de MM. Lesguillon, Daponty et Barodet. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de nouvelles lignes concédées à la Compagnie de l'Est et l'approbation d'une convention passée avec cette Compagnie.

Voici le texte de ce projet de loi:

Art. 1^{er}. — Est déclaré d'utilité publique l'établissement des chemins de fer ci-après désignés:

1^o De Sedan à la frontière belge, vers Bouillon;

2^o De la frontière belge, près Longwy, à la ligne de Nancy à Metz, près d'Arnaville, par Audun, le Roman et Briey, avec embranchement sur Villers, sur la vallée de l'Orne et sur Thiaucourt;

3^o D'Allevilliers à Lure avec embranchement sur le val d'Ajol;

4^o De Belfort à la frontière suisse, vers Porrentruy par Morvillard et Delle;

5^o De Comliommiers à la Ferté-Gaucher;

6^o De Rouremont au Tillot et à Saint-Maurice;

7^o De Bourbonne-les-Bains à la ligne de Paris à Mulhouse par Voisey;

8^o De la gare de Langres à la ville de Langres.

9^o De Champigneulle à Jarville en continuant à l'est la ville de Nancy;

10^o D'un point situé entre Montmédy et Velaines à la frontière belge vers Virton.

Art. 2. — Est approuvée la convention provisoire passée le 1^{er} entre le ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer de l'Est, ladite Convention ayant pour objet:

D'une part, de concéder à cette Compagnie les chemins de fer énoncés en l'art. 1^{er} ci-dessus, et en outre le chemin de fer d'Epinal à Neufchâteau, déclaré d'utilité publique par le décret du 19 juin 1868.

D'autre part, d'indemniser ladite Compagnie de la cession de lignes ou portions de lignes, et des pertes et dommages de toute sorte résultant pour elle du traité de paix de Francfort.

M. LE PRÉSIDENT. La parole à M. Clapier.

M. CLAPIER. Messieurs, la question qui vous est soumise en ce moment est importante à beaucoup d'égards. Il y a là des intérêts politiques, industriels, techniques et stratégiques: en prêtant à cette discussion une attention soutenue, vous prouverez que l'Assemblée n'a pas complètement démenti du pays. (Protestations à droite. — Mouvements divers.)

M. CLAPIER combat le projet de loi, qu'il considère comme devant être onéreux pour les finances de l'Etat. L'Assemblée est distraite et écoute peu.

M. DE FOURTOU. J'espère que quelques explications loyales, franches et claires feront disparaître dans vos esprits les défiances qu'on pu y faire naître les paroles de l'honorable M. Clapier.

Vous savez, messieurs, quelles circonstances ont créé la situation que le projet de loi vous propose de régler.

Par le traité de Francfort, le gouvernement allemand a imposé au gouvernement français l'obligation de lui céder, après rachat, les lignes ou parties de lignes du réseau de l'Est qui pénétraient dans le territoire annexé; également de lui subroger, s'il l'obtient, le traité d'exploitation de la Compagnie de l'Est avait obtenu de la Compagnie Guillaume-Luxembourgeois.

De ces conditions imposées par notre vainqueur dérive pour nous l'obligation, d'une part, d'indemniser la Compagnie de l'Est des sacrifices qu'elle a subis, de l'autre de lui restituer une situation qui lui permette de rendre les services que le pays attend d'elle en vue de quels elle a été constituée.

Le projet de loi se présente donc avec ce double caractère de règlement d'indemnité pour les actes accomplis et de concession de nouvelles lignes en vue de l'avenir.

Ah! n'oubliez pas la conduite si noble, si désintéressée de la Compagnie de l'Est. Rappelez-vous, au contraire, qu'au temps des belles illusions, alors que toutes les troupes venaient à la frontière, elle se multipliait pour servir la patrie, et que plus tard, quand l'armée en retraite rentrait au cœur de la France pour se sacrifier dans une défense inutile, mais glorieuse, elle a su se mettre, par son empressement, au-dessus de tous les éloges.

Pour finir, messieurs, j'aurais besoin que cette discussion ne fût pas seulement une discussion préliminaire, et qu'il me fût permis d'examiner les divers amendements qui ont été déposés et que le président de la commission développerait.

Voix diverses. — A demain! à demain!

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

M. LE DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER. La discussion des conclusions de la commission des marchés sur les marchés de Marseille doit avoir lieu jeudi prochain.

D'accord avec tous ceux de mes collègues qui sont intéressés dans ce débat, j'ai l'honneur de demander à l'Assemblée que cette discussion ne soit pas portée à l'ordre du jour avant un mois.

Cette proposition, mise aux voix, est adoptée.

La séance est levée à six heures.

On lit dans le Bien public:

Il n'est pas sans intérêt de revenir sur les circonstances qui ont déterminé la composition du ministère. M. le duc de Broglie avait, dit-on, pris le portefeuille de l'intérieur. C'est en effet, celui qui, dans les circonstances actuelles, a le plus d'importance. On pouvait aussi concevoir quelques inquiétudes en remettant entre les mains de M. le duc de Broglie le portefeuille des affaires étrangères. De graves événements peuvent d'un jour à l'autre survenir en Italie; les opinions religieuses du nouveau ministre sont connues. Il sera obligé d'apporter une réserve et une habileté d'ailleurs plus grandes dans les questions qui surgiront, et que l'établissement du siège du gouvernement italien à Rome rend plus difficiles encore.

Malgré cet obstacle, il a semblé préférable de ne pas placer M. le duc de Broglie à l'intérieur. Le rôle très actif qu'il a joué dans les diverses crises parlementaires, rôle qui lui donnait un peu le caractère d'un chef de parti, en serait la cause.

Une cause analogue aurait fait éloigner du même poste M. Batbie, dont le nom aurait été mis aussi en avant. Le souvenir du « gouvernement de combat

tions de toute nature qui se produisent sur le terrain qu'elle représente.

Le service de la révision a toujours existé au ministère de la guerre. Son fonctionnement consistait dans l'envoi aux administrations départementales, et par l'intermédiaire du ministre des travaux publics, de feuilles de la carte sur lesquelles ces diverses administrations indiquaient les modifications survenues dans le rayon de leur service.

Mais, comme dans toutes les affaires qui se traitent par correspondance, les indications d'additions ou de corrections par les départements avaient quelquefois un manque de précision qui prêtait à des interprétations diverses ; des omissions se produisaient, un temps considérable s'écoulait avant l'envoi des feuilles par le dépôt de la guerre et leur retour après correction.

On a donc décidé que des officiers appartenant au corps d'état-major seraient annuellement chargés de se rendre sur le terrain pour y faire, avec les concours des administrations compétentes, la vérification et la rectification des feuilles de la carte au 1/50,000, en commençant de préférence par les feuilles les plus anciennement gravées.

Le nombre des officiers a été fixé à 20 pour l'année 1873.

Chacun d'eux étant chargé de la révision d'une feuille, ce sont donc 20 feuilles de la carte de France qui seront mises complètement au courant cette année.

Ce travail sera possédé avec toute l'activité possible et poursuivra d'année en année jusqu'à son entier achèvement.

— Le Bulletin du comité des forges de France donne, dans son numéro du 15 mars dernier, des renseignements intéressants au point de vue militaire et des ressources pour l'avenir, sur la production de l'acier en France dans les dix dernières années.

Pendant l'année 1863, la production n'a été que de 1,856,654 kil.; en 1872, elle s'est élevée à 138,553,581 kil. C'est surtout dans les trois dernières années, de 1870, 1871 et 1872, que l'accroissement a été inouï et s'est élevé de 52 millions à 138 millions.

— On a inauguré solennellement le 26, à Vincennes, la statue en bronze du général Dumas, surnommé la jambe de bois. Une foule considérable assistait à cette inauguration.

— La cour d'assises de la Haute-Garonne vient d'avoir à statuer sur un vol de 40,000 francs, commis par un domestique au préjudice de sa maîtresse, qui vient de mettre en lumière une histoire véritablement extraordinaire.

En 1855 vivait au château des Bastards, à une dizaine de lieues de Toulouse, un vieillard de quatre-vingts ans, nommé Montauriol, né dans la misère, il avait réussi, par des prodiges d'activité, d'adresse et d'avarice, à amasser une immense fortune. La garde de son trésor, économisé son à son, devint pour lui le principal souci de sa vie. Devenu aveugle, il se désolait sans cesse de ne pouvoir contempler, compter et recompter ses écus, pour lesquels il avait fait construire une chambre spéciale, contiguë à la sienne, que ses domestiques et les gens du pays appelaient la chambre de l'argent. Le château était un vieux manoir lézardé, rongé par les ans, tenant à peine debout. L'avarice vivait là tout seul, enfermée avec sa bonne, nommée Marguerite Terrail. Marguerite pouvait venir l'approcher et le servir. Elle était dans la confidence de son trésor, et elle passait pour être sa maîtresse.

Naturellement le trésor des Bastards devint la légende du pays. En décembre 1856, par une nuit sombre et pluvieuse, une bande de quinze hommes, déguisés et masqués, pénétra dans le vieux château par une brèche pratiquée furtivement en plein mur ; ce fut un véritable assaut. Montauriol fut saisi et bâillonné. Sous ses vêtements déchirés dans la lutte, les bandits découvrirent une véritable caverne de billets de Banque, dont ils s'emparèrent. Marguerite Terrail, d'abord couchée en joue, fut ensuite enfermée par les malfaiteurs dans une chambre. Mais elle parvint à s'échapper en forçant une porte anciennement murée en torchis, appela au secours, et, avec l'aide des autres domestiques, elle mit en fuite la bande, qui ne put emporter que 50,000 francs renfermés dans deux sacs à blé.

La justice, sur la dénonciation de ce crime, opéra une descente au château des Bastards. En pénétrant dans la chambre de l'argent, un véritable éblouissement d'empars des visiteurs. Dans des tonneaux à vendanges s'étaient, en les remplissant jusqu'au bord, la somme de sept cent cinquante mille francs en pièces de cinq francs.

La justice ne put mettre la main sur les audacieux bandits. Toutefois, Marguerite Terrail, comme l'ayant reconnu à la voix, un paysan nommé Germain, qui fut arrêté et laissé en prison pendant huit mois. Au bout de ce temps, une indignation d'un des voleurs fit découvrir les vrais coupables, et Germain fut relâché. Le procureur impérial de Villefranche fut si affligé de cette erreur involontaire, qu'il donna sa démission et entra dans les ordres. On voit que tout dans cette affaire est romanesque.

Les quinze voleurs comparurent devant le jury. A l'audience on apporta, le trésor pour servir de pièces à conviction. Des hochets d'or et d'argent s'élevaient aux pieds de la cour et du jury. Vingt gendarmes, l'arme au poing, veillaient autour. Des condamnations sévères frappèrent les coupables.

Montauriol mourut en 1862, en laissant à Marguerite Terrail une fortune évaluée à plusieurs millions. Aujourd'hui encore, l'ancienne servante ignore le chiffre. En effet, dernièrement, elle a cru s'apercevoir qu'un de ses domestiques lui avait volé 40,000 fr., et elle a porté plainte. Le domestique a passé en cour d'assises, et là Marguerite Terrail a dû avouer qu'elle n'était pas bien sûre que la somme lui eût été volée. Peut-être l'avait-elle égarée dans quelque coin : elle ne pouvait rien affirmer. En présence de l'incertitude de cette singulière millionnaire, le jury a acquitté le domestique.

Les héritiers Montauriol ont attaqué devant les tribunaux civils le testament de leur parent. Dans le principe, l'héritière, qui n'était pas sans inquiétude, redoutant d'abord que la justice n'annulât son titre, démenté, parait-il, la nuit, avec l'aide de son frère et de ses amis, la chambre de l'argent pour sauver au moins les espèces monnayées de la débacle qui menaçait. Puis, reprenant assurance, elle transigea et apaisa les réclamations. On parle encore des charrettes de pièces de cinq francs qui couraient sur la grand-route pour aller acheter le silence et la paix au domicile des réclamants dépossédés.

Pourtant, il est encore un héritier naturel de Montauriol, qui, intraitable et inaccessible à la transaction, poursuit actuellement une instance en nullité du testament pour vol, fraude, captation et séquestration, commis, prétend-il, par Marguerite Terrail, pour arracher au vieillard, qu'elle gardait à vue, la donation de toute sa fortune.

Grande-Bretagne.

Le procès Tichborne aura peut-être une terminaison plus prochaine qu'on ne pensait. Le Times publie une lettre du Home-Office qui déclare, en réponse à une demande de l'atorney du prétendant, que le gouvernement a refusé d'accorder à ce dernier aucun appui pécuniaire pour l'aider à soutenir les frais de sa défense. Cette lettre est suivie, dans les colonnes du même journal, d'un nouvel appel adressé par « sir R. C. D. Tichborne » à ses amis et à la nation anglaise, pour qu'ils lui fournissent les fonds sans lesquels, dit le signataire de la lettre, il ne lui est pas possible de lutter. Le prétendant y annonce que si ses amis l'abandonnent dans ce moment suprême, il ne lui reste plus qu'à « s'affaïsser sous la pression exercée organisée contre lui par le gouvernement et la famille. » Avant la publication de cette pièce, M. Whalley avait interpellé le gouvernement, dans la dernière séance des Communes, sur la question de savoir si le prétendant pouvait la livrer aux journaux sans s'exposer à de nouveaux périls, et M. Bruce, le secrétaire du Home-Office, a pris l'engagement de n'y pas voir de délit si appel était fait au pays dans des termes convenables.

Italie.

On lit dans l'Italie à la date du 25 :

A l'occasion de l'arrivée de S. M. l'Impératrice de Russie, le commandement général de la division de Rome a arrêté que les corps de troupes suivants feront la haie devant la gare et sur l'itinéraire qui suivra l'auguste souveraine.

La garde nationale à cheval, une légion de la garde nationale, quatre bataillons d'infanterie de ligne et un bataillon de bersailleurs, un escadron du 6^e régiment de cavalerie (Aoste).

Il y aura les musiques de tous les régiments ; les bataillons d'infanterie de ligne seront accompagnés de leurs drapeaux, sauf le bataillon du 2^e des grenadiers, dont une compagnie, avec drapeau et musique, formera la garde d'honneur à la légation russe. La garde nationale fournira aussi une compagnie à la garde d'honneur.

La garde nationale à cheval escortera l'Impératrice de la gare au palais de la légation. La brigade d'artillerie tirera, à Castro Pretorio, une salve de 80 coups de canon.

Tous les officiers généraux et officiers supérieurs et deux officiers par chaque régiment, corps ou administration, se trouveront à la gare en grand uniforme à titre de députation. S. M. l'Impératrice suivra l'itinéraire suivant :

Place de Termini, rue Santa Susanna, rue San Nicola da Tolentino, place Barberini, rue De Maecoli, rue Condotti, Corso.

L'Impératrice arrivera demain, lundi, à 10 heures 59 du matin, par la voie de Civita Vecchia.

Voici l'opinion du journal l'Italie sur les événements de France :

On a dit que la France était le pays de l'imprévu. Jamais sentence plus juste et plus vraie ne fut prononcée. Chez nos voisins, on se couche le soir sous un gouvernement pour se lever le lendemain sous un autre.

Les télégrammes d'hier nous avaient laissé dans une assez grande anxiété. Nous nous demandions comment M. Thiers arriverait à surmonter les obstacles qui s'opposaient à l'exécution du message, quand nous apprenons, ce matin, que M. Thiers n'est même plus président de la République, et que le maréchal MacMahon a pris sa place à la suite d'un vote de l'Assemblée.

Tout cela est très-grave et plus grave même qu'on ne pourrait le croire au premier aspect. La gravité de la situation se sent instinctivement sans qu'on puisse bien la définir. Les événements d'hier soir, bien que tout à fait imprévus, auraient pu être une solution quand ils ne sont qu'un fait, qu'un expédient. MacMahon ne saurait être une solution ; il n'est qu'un expédient. Ainsi, pour avoir été trop pressé de sortir du provisoire, l'Assemblée a fini par s'y jeter de nouveau la tête baissée.

MacMahon n'est ni la République, ni la monarchie ; s'il a une signification, il ne peut avoir que celle de représenter la force nécessaire à garantir et à conserver la légalité, ou, la légalité, pour le moment, est dans un provisoire qui ne préjuge point l'avenir.

Non-seulement les difficultés de la situation existent encore comme auparavant, mais elles sont devenues, depuis vingt-quatre heures, plus sérieuses et plus périlleuses, parce qu'il reste encore à savoir quelle attitude prendra le pays en face du défilé qui lui jette la droite de l'Assemblée. Malheureusement, le pays est divisé, et divisé à peu près en deux parties égales pour ce qui regarde la forme de gouvernement ; de là la possibilité d'une lutte, ou, pour l'appeler par son vrai nom, de la guerre civile.

Les monarchistes, c'est-à-dire les légitimistes, les orléanistes et les bonapartistes,

ont évidemment prévu cette terrible éventualité en plaçant à la tête du pouvoir le chef de l'armée. Mais cette nomination pourrait aussi bien avoir pour effet d'effrayer les républicains, que de les irriter et de les pousser même à une levée de bouilliers.

Le duc de Magenta est un excellent soldat, mais il manque d'expérience politique ; il ne peut donc pas avoir cette autorité entraînante que personne n'a jamais osé contester à M. Thiers.

La situation de la France dépend donc de l'effet que produira sur elle l'élection du nouveau président, qui, par son origine, a toute l'apparence d'être le chef de ce gouvernement de combat tant proclamé par les monarchistes. Mais si la fortune n'abandonne pas ce malheureux pays dans cette dernière épreuve, une issue est encore possible aux républicains sur le terrain de la légalité, et toute chance de victoire n'est pas encore perdue : il suffirait pour cela qu'ils résistassent aux premières tentations de recourir à la force, et que tout en restant dans les limites de la prudence, puisque la situation est toujours provisoire, ils cherchassent à faire servir ce provisoire à l'avantage de la République.

Nous voyons déjà que beaucoup de membres de la gauche ont publié une proclamation dans laquelle ils recommandent le calme. Dieu veuille que ce sage conseil soit suivi ! Le premier moment est toujours le plus dangereux, parce qu'au premier moment c'est le cœur qui l'emporte sur la raison. Mais si les républicains réussissent à se modérer à ce point de ne pas troubler la tranquillité publique, et s'ils savent se ranger sous la direction de M. Thiers, le dernier mot n'est, peut-être, pas encore dit pour eux.

Les monarchistes ont enlevé le pouvoir à M. Thiers, mais ils lui ont, au contraire, et malgré eux, donné une force nouvelle et d'autant plus évidente qu'il est devenu libre de tout lien. M. Thiers est un adversaire redoutable, et il a ce grand avantage qu'il combat pour le bien de son pays, et non pour le triomphe d'un parti. Il n'est pas impossible que de son banc de député il ne réussisse à obtenir ce qu'il a pas pu obtenir lorsqu'il était à la tête du pouvoir. C'est le seul espoir qui reste à la France et à ses amis sincères.

Pays-Bas.

La Haye, 27 mai. — *Secondo Chambre.* — Le ministre des colonies annonce qu'il a reçu un télégramme du gouverneur général, daté d'hier soir, annonçant que Delhi est tranquille et occupé par huit compagnies de troupes.

Espagne.

Nous empruntons à l'Italie la correspondance suivante de Madrid, 19 mai :

Une dépêche officielle, émanée de la direction de la presse au ministère de l'intérieur, a été publiée dans les journaux de Paris avec force réserves de leur part. Elle annonçait que les élections ont eu lieu en Espagne dans le plus grand ordre, et que le ministère actuel résoudra pacifiquement toutes les questions à l'ordre du jour.

Autant d'inexactitudes que de mots. Comme il convient de ne pas laisser égarer l'opinion publique, je rappellerai certains faits notoirement dans toute l'Espagne.

Le préfet de Ciudadreal a mis en prison le candidat de l'opposition, — manière de se débarrasser d'un factieux.

M. Carvajal, ex-sous-secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, a été menacé de coups de bâton et maltraité en paroles. M. Buxo, maire de Barcelone, a reçu un coup de bâton sur la tête et à la tempe droite, parce qu'il s'est opposé un instant à des émeutiers qui brisaient les urnes électorales et les livres scolaires des électeurs.

A Grenade, à Séville, à Malaga, à Cadix, à Valladolid, il y a eu des morts et des blessés. Un juge a été tué d'un coup de revolver au moment où il faisait une enquête sur les actes de certains agents du comité républicain d'Zuñiga. Ce juge est M. Ceallar.

Sur les 700 officiers d'artillerie démissionnaires, 42 sont passés aux carlistes, leur fortune ne leur permettant pas de vivre autrement. Encore une complication.

Le train venant de Badajoz à Madrid a été arrêté deux fois par des bandits armés. Une fois à Miguelterra, les gendarmes qui accompagnaient les voyageurs ont dû mettre pied à terre pour faire le coup de fusil contre ces malfaiteurs, et une seconde fois à Balardera, près de Ciudadreal, le mécanicien a lancé le train à toute vapeur. Les bandits n'ont pu tirer que des coups de fusils sur les voyageurs.

40 hommes armés ont arrêté le train de Valencia à Santander, à la hauteur d'Alar. Le télégraphe a été coupé et la correspondance officielle saisie.

La Compagnie du chemin de fer de Madrid à Madrid avait négocié avec le comité carliste séjournant à Bayonne pour obtenir, moyennant 14,000 fr. par jour, payables aux carlistes, la neutralité de la ligne. Le ministère de M. Novallas y avait consenti ; mais les charretiers de Burgos et de Vittoria, qui gagnent de l'argent avec leur trafic, ont dit que pas un train ne passerait sans recevoir des coups de fusil. Il a donc fallu y renoncer. Nous voilà donc prisonniers à Madrid et dans l'impossibilité de fuir. Nous sommes bloqués par les carlistes et les bandits. C'est humiliant pour nos ministères et fort triste pour nous tous.

M. Figueras veut se retirer ; M. Castelar veut s'en aller. Est-ce une comédie pour que les constituants les appellent de nouveau à un poste élevé ? Je ne saurais le dire.

Les Catalans seront représentés à la Constituante par 85 députés. Ils trouvent que M. Pi y Margall n'est pas assez révolutionnaire

un département de l'intérieur et que M. Tatu n'a pas assez de nerf aux finances. Si ce nouveau malheur fondait sur la tête, — lisez sur la bourse, — des porteurs de valeurs espagnoles, tenez pour bien sûr qu'ils ne recevront pas un maravedi (8^e partie de 5 centimes).

Les voleurs à Madrid ont une audace inouïe, grâce à l'apathie de la police. Ils entrent en plein jour dans les maisons et jamais on n'en prend un seul.

On assure que la Constituante ne siégera pas plus d'un mois. Elle nommera le nouveau pouvoir exécutif, réglera quelques questions financières et ajournera ses travaux à la fin de septembre prochain. Tout le temps que dureront les débats, j'y assisterai, et alors vous connaîtrez exactement tout ce qui s'y passera.

Pour si extravagante que vous paraisse la constitution projetée et dont je vous ai adressé un avant-goût, croyez bien qu'elle sera proposée aux futurs députés et probablement votée sans modifications essentielles.

Madrid, 25 mai, soir. — Le bruit court que le gouvernement projette une émission de papier-monnaie.

Une conspiration carliste a été découverte à Tolède. Plusieurs personnes compromises ont été arrêtées.

Perpignan, 27 mai. — Une manifestation a eu lieu à Barcelone contre la députation provinciale et l'ayuntamiento. L'academia a été blâmée pour avoir offert, à prix d'argent, des certificats d'exemption du somaten (levée en masse).

Turquie.

On mande de Constantinople, 27 mai : « Un grand incendie a éclaté aujourd'hui, à cinq heures du matin, à quatre maisons plus bas que le Teké des derviches à Péra. L'incendie est éteint. Vingt maisons ont été brûlées, ainsi que des magasins, en descendant la rue à gauche, et environ une centaine sur la droite. »

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE. — Tous les évêques prussiens, — y compris l'évêque de Mayence, pour quelques localités de son diocèse enclavées dans la monarchie prussienne, — ont adressé au ministre, sous la date du 26 mai, un mémoire collectif pour protester contre la mise en vigueur des lois ecclésiastiques récemment promulguées. Nous donnerons la traduction de ce document ; pour aujourd'hui nous nous bornerons à dire que la *Germania* a été confiée le 28 mai matin en raison de ce qu'elle avait reproduit ce document. Le séquestre, il est vrai, a été levé le même soir.

La *Norddeutsche Zeitung* du 29 mai au soir publie à ce sujet l'entre-feuille que voici : « Un journal de Berlin a été confié hier pour avoir reproduit la protestation de l'épiscopat prussien contre la mise à exécution des lois ecclésiastiques, sanctionnées par Sa Majesté et déjà promulguées. Dans l'intervalle, le séquestre mis sur cette feuille a été levé. »

« Sans toucher à la teneur même du document, dont la communication est d'ailleurs maintenant admissible, nous tenons à exprimer le vœu que le mémoire des évêques soit simplement mis *ad acta*, par la raison que les conseillers de la couronne veillent à l'exécution des lois sans entrer en discussion avec les dignitaires ecclésiastiques sur les lois à appliquer. »

La *National-Zeitung* prend matière de cette confiscation pour faire ressortir une fois de plus combien sont précaires pour les journaux les conditions actuelles de la législation prussienne en matière de presse.

FRANCE.

Le XIX^e Siècle publie la lettre suivante, que M. Jules Simon avait adressée à un préfet républicain après le vote de samedi :

« Cher monsieur, Je ne demande pas mieux que de vous donner mon avis sur votre situation. Je comprends très bien les personnes qui se retirent de l'administration quand leur opinion a le dessous dans le Parlement. Vous dites que c'est l'usage en Amérique ; les deux pays ne peuvent pas se comparer ; en tous cas, c'est une preuve de désintéressement et de fidélité, et on acquiesce par cette conduite un honneur qui réjaillit sur le parti tout entier. »

Vous particulièrement, qui êtes l'ami de M. Thiers, je comprends que vous teniez à le constater en quittant les affaires avec lui. Vous pensez d'ailleurs, et je pense comme vous, que le sage bien, qu'il a littéralement sauvé la France à trois reprises différentes : en faisant la paix, en triomphant de la Commune, et en procurant l'évacuation anticipée du territoire.

Non-seulement il a conduit les négociations avec une habileté supérieure, aidé en cela par M. de Rémusat, mais c'est lui qui a présidé à des opérations financières dont le succès, soit pour la quotité de l'emprunt, soit pour la régularité des versements, soit pour la transmission sans crise commerciale de capitaux énormes, dépasse de beaucoup les prévisions, je dirais presque toutes les vraisemblances.

Il a en la ténacité, grâce à Dieu, de finir son œuvre, et ces messieurs n'ont plus qu'à donner des signatures, puisque Léon Say m'affirme, ce matin même, qu'il laisse huit cents millions tout prêts pour le paiement du cinquième et dernier milliard.

L'Assemblée devait pas ôter à M. Thiers, qui a signé le traité de paix, la consolation et la gloire d'annoncer lui-même au pays, dans quelques semaines, qu'il ne restait plus, sur le territoire, un seul républicain étranger. Si la politique se faisait avec le cœur, et non avec la froide raison, je vous dirais : Vous n'avez qu'une seule manière de protester : allez-vous-en !

Je ne sais pas si vous avez consulté M. Thiers ; mais je suis sûr que, si vous l'avez fait, il vous a répondu de rester. Mon autorité n'est rien auprès de celle-là ; cependant vous vous

souvenez que j'ai quitté l'université en 1852, et que, n'ayant pas de fortune, je me suis mis à donner des leçons de latin pour vivre.

Mais voyez la différence des temps. La République venait d'être renversée par une dictature sur laquelle tout le monde voyait l'empire, tandis qu'aujourd'hui il ne s'agit ni de renverser la République, ni de fonder une dictature, ni de préparer les voies à une restauration. Il n'y a, pour le moment, de changé que les personnes. C'est pour cela que vous vous retirez !

La majorité s'est déplacée de neuf voix, voilà tout. Je ne dis pas que ce soit peu ; mais l'événement prêterait des proportions plus grandes si tous les fonctionnaires qui pensent comme vous et moi se laissaient aller à l'envie bien naturelle de s'en aller avec leurs amis, en laissant la place libre à leurs adversaires.

Quel est le gouvernement actuel ? C'est le gouvernement républicain ; en êtes-vous l'ennemi ? Quel est le président de la République ? Le maréchal de Mac-Mahon. Avez-vous quelque chose contre lui ? Est-ce lui qui a renversé M. Thiers ? Vous savez bien que non. Il accepte la charge de président de la République dans les conditions où M. Thiers l'exerçait ; il déclare que rien ne sera changé dans nos institutions : doutez-vous de sa parole ?

Il a déjà fourni une longue carrière ; il n'y a pas une tache sur son nom ; il ne faut pas répondre à une déclaration loyale par une marque de défiance. Son cabinet vous déplaît et à moi aussi. Vous croyez que c'est le fameux ministère de combat, et il est difficile d'en douter ; cependant je ne ferais pas, pour ma part, d'opposition préventive. Si le ministère de combat attaque la liberté ou compromet l'existence de la République au profit d'une des trois dynasties qui se disputent le trône, il aura devant lui, dans l'Assemblée, une opposition de 350 membres, ayant à sa tête M. Thiers, M. Dufaure, M. Jules Favre, M. Grévy.

Nous sommes certainement battus à neuf voix de majorité, mais il ne me semble pas que nous soyons écroulés : qu'en pensez-vous ? Je erois donc que vous avez un devoir à remplir envers votre pays et votre parti : c'est de rester à votre poste jusqu'au moment où on vous demanderait de vous associer à des mesures contraires à votre opinion. Si on fait cela, vous vous retirez, car, obéir, ce serait trahir votre cause, et désobéir, ce serait trahir votre chef. Mais puisque le pays donne ce grand spectacle de supporter avec un calme absolu un événement que l'immense majorité déplore, et de fermer la bouche, par cette attitude, à ceux qui prétendent que la transmission fréquente du pouvoir constitue le vice profond et l'impossibilité du régime républicain, gardez-vous de faire une démarche qui, si elle était très-imitée, produirait une certaine agitation, et comprenez, je vous en prie, que dans ce moment plus que jamais l'ordre et la République ont un seul et même intérêt. Vous pensez qu'on vous frappera ? Laissez-les l'odieux à vos adversaires. Ne leur fournissez pas de prétexte.

Nous ne pouvons avoir une administration de rechange pour chaque mouvement ministériel ; la carrière administrative est trop difficile et notre organisation trop centralisée pour que ces meurs puissent s'acclimater au milieu de nous. Il nous faut de la stabilité dans les personnes pour en avoir dans les choses. Les autres partis n'hésitent pas ; ils gardent ou ils prennent la plus grande part possible des pouvoirs publics. Je ne vois pas quel intérêt nous aurions à nous désarmer nous-mêmes dans un moment où, le principe du gouvernement étant saisi, l'honneur ne commande pas de se retirer.

Recevez, etc. JULES SIMON.

Le XIX^e Siècle ajoute que le destinataire n'a pas eu le temps de mettre à profit ces sages conseils. Il a reçu sa destitution avant la lettre.

Les journaux de Marseille racontent que dimanche dernier, à la suite de la revue qui avait eu lieu au Prado, la foule s'est portée au Château des fleurs pour assister à l'ascension du ballon captif la *Ville-de-Marseille*.

M. Poitevin venait de prendre place dans la nacelle avec son associé, M. Bédé, et M. Julien, Joseph, adjoint au maire. Tout à coup un bruit se fait entendre du côté de la locomobile destinée à ramener le ballon. La courroie qui faisait mouvoir le cylindre autour duquel s'enroulait le câble venait de se briser ; le câble se déroula aussitôt avec rapidité et le ballon monta en tirant fortement sur la corde.

Un bon nombre de spectateurs se suspendant au câble ; mais, par suite de la tension de la corde une des poulies est arrachée de terre et les personnes qui se pendaient à la corde sont jetées sur les barrières et violemment contusionnées. Une seconde après, tout est arraché : poulies, barrières, ponts de planches ; plusieurs personnes sont enlevées et lancées à une assez grande hauteur, et le câble libre jusqu'à la machine finit par se rompre, au milieu d'une débandade générale. Le ballon s'élève alors en liberté et, vers quatre heures, il tombe en pleine mer, à 4 milles de Cassis.

Après un bain forcé qui a duré près de 35 minutes, les passagers, qui avaient été obligés de monter sur le rebord de la nacelle et sur le cercle du filet, sont aperçus par le remorqueur le *Persebrand*, qui les recueille à son bord avec tout le matériel du ballon, au moment où le *Blidah*, de la Compagnie Fraissinet, se dirigeait aussi de leur côté.

A 7 heures du soir, M. Poitevin et ses compagnons de voyage rentraient à Marseille.

NECROLOGIE. — M. Lebrun, membre de l'Académie française, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-huit ans. C'était un des rares poètes qui vit éclore l'époque du premier empire.

Une *Ode à la grande armée* lui valut les premières faveurs d'un régime qui, au fond, ne faisait pas grand cas des écrivains, mais qui voulait cependant en avoir, surtout quand ils ne faisaient pas d'opposition. Toutefois, M. Lebrun se tint assez en dehors de la courtoisie-

rie, alors florissante, et ne devint le flatteur de Napoléon qu'après sa chute. Cette disposition lui fit retirer par la Restauration la recte du Havre, et il fut ainsi complètement libre pour le culte des lettres. Le théâtre l'attira, et son œuvre capitale fut *Maria Stuart*, que les esprits romantiques, déjà séduits par Schiller, accueillirent avec enthousiasme. Plus tard, M. Lebrun fit en Orient le pèlerinage obligé pour quiconque se piquait alors de poésie. *Le Voyage en Grèce*, qu'il publia à son retour, fut vivement loué par M. Thiers, qui faisait à cette époque ses débuts de journaliste. Successeur à l'Académie, en 1828, de François de Neufchâteau, le protecteur de ses premières années, directeur de l'imprimerie royale, de 1830 à 1848, M. Lebrun avait été appelé au Sénat du second empire depuis 1853. (Temps.)

BELOUE.

D'après le *Journal du Hainaut*, une chaudière a fait explosion à Jemmapes le 28 mai. Quatorze personnes ont perdu la vie et il y a eu en outre un grand nombre de blessés.

DERNIÈRES DEPECES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Vienne, samedi 31 mai.

S. M. l'empereur François-Joseph se rendra à Gensersdorf, station du chemin de fer du Nord, à la rencontre de S. M. l'empereur Alexandre, qui arrive demain. Il y aura le même jour soirée chez M. Novikov, ministre de Russie, soirée que leurs Majestés honoreront de leur présence.

Autre dépêche.

Boston, vendredi 30 mai.

Le dégat causé par l'incendie monte à un million et quart, dont 750,000 dollars sont couverts par des assurances. Cinq pompiers ont péri.

Autre dépêche.

Berlin, samedi 31 mai, au soir.

S. M. le shah de Perse est arrivé ici à 6 heures et 15 m. et a été reçu à la gare du chemin de fer de Potsdam par l'empereur, qui lui a serré la main et lui a présenté les princes de la famille royale. Une compagnie d'honneur était postée à la gare. L'entrée s'est faite d'après le programme, avec une escorte de cavalerie et au bruit de salves d'artillerie. S. M. l'empereur et le shah étaient dans une voiture découverte, attelée de six chevaux. Il y avait une foule innombrable sur toutes les places et dans les rues.

BOURSE DE BERLIN 1^{re} 31 mai.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 88 3/4 th. pour 100 r. 1^{er} emprunt à lots et primes 130 1/4. 2^e emprunt (1854) 77 1/4. 3^e emprunt (1855) 85 7/8. Emprunt russe de 1852 92 7/8. Emprunt russe 3 0/0 65 5/8. Emprunt russe de 1852 92. Obligations consolidées de 1870 94 3/4. Obligat. de la Société du chem. de fer Niolas 77 5/8. Actions de la Grande Société des chemins de fer 92 1/8. Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne 82 3/4.

DEPÊCHE DE L'INTERIEUR.

BOUTES DE RIOX DU 19 MAI.

Cours du change sur Anvers, à trois mois 348 cent vend. 344 ach.

MAISONS RECOMMANDÉES.

G. M. HUTTON & Co
VÉRITABLES MACHINES À COUDRE AMÉRICAINES
de **WHEELER & WILSON**
Petite Morskaja, n° 14.

VÉRITABLES CIGARES de la HAVANE
J. SPÖRHASE
1^{re} rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klée.

FABRIQUE D'OBJETS ET DE BIJOUTERIE
EN MALACHITE ET EN LAPIS LAZULI
J. SPÖRHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klée.

CHOCOLAT DE LA C^{ie} COLONIALE
PARIS ET ST-PETERSBOURG.
Dépôt Grande-Morskaja, maison n° 15.

SONNERIE A AIR.
Winterhalter & Co.
Canal Catherine, maison n° 12, log. n° 5.
Moscou, boul. Pétrovsky, m. Popow, près l'Ermitage.

OFFICE DE PUBLICITÉ
RUD. MOSSE.
Grosse Friedrichsstrasse, n° 66, à Berlin.

MAURICE FLORAND
MARCHAND TAILLEUR
15, perspective Nevsky, au pont de Police.
Dernières nouveautés d'Angleterre et de France.

FABRIQUE D'ARTICLES EN BRONZE
ET EN MELCHIOR
Alex. Katsch.
Perspective Nevsky, 36, en face de la Douma.

AVIS

Aux personnes se rendant à l'étranger la maison de banque de **Mawrikij Nelken** ouvre des comptes courants étrangers au taux de 7 00 l'an, et délivre des lettres de crédit sur des maisons de banque de premier ordre des principales villes de l'Europe.

On peut se procurer gratis au comptoir, perspective Nevsky, n° 14, le prospectus détaillé sur ces opérations.



MACHINES À COUDRE AMÉRICAINES
système **CALLEBAUT**
ET AUTRES MACHINES DES MEILLEURS SYSTÈMES
HOWE, WHEELER ET WILSON, SINGER ET AUTRES.
LEON CASTILLON
COMMISSIONNAIRE DU MINISTÈRE DE LA GUERRE
le seul qui ait obtenu à l'Exposition de Moscou de 1872
Les aigles Impériales et deux grandes médailles d'or.
A St-Petersbourg, au coin de la Gr-Morskaja et de la persp. Nevsky,
m. Elisséw, 15-16; à Moscou, pont des Marchaux, 11, m. Komarov.



MACHINES À COUDRE
de **NUSSEY & PILLING.**
La machine perfectionnée *Little Stranger* (navette)
28 roubles.
Le *Nussey & Pilling*, nouvelle machine à coudre
silencieuse, pour la famille (navette), 50 r.
Le *Tudor*, silencieuse, pour l'ouvrage de tailleur
et de fabricant (navette), 57 r.
Machines *Wheeler & Wilson*.
On fournit MM. les négociants. — Bureau à Lon-
dres, C. E. Wilson, 29, Falcon Square E. C. Usines
Park Works, Park Lane, Leeds, England. 1090

Nouvelles maritimes.
MOUVEMENT DU PORT DE CRONSTADT
Du 18 mai.
ARRIVAGES.
Vapours: *Suzanne*, *St-Erik*, *Jupiter*.
Il est entré 11 voiliers.
DÉPARTS.
Vapours: *Suzanne*, *St-Erik*, *Jupiter*.
Il est sorti 5 voiliers.
Total des arrivages... 441 depuis l'ouv. de la navigation.
Total des départs... 66.

Spectacles
Du 20 mai.
THÉÂTRE ALEXANDRA. — *Андрей Бобров и невесты*, ком. в 4 д.; *Купеческий восток*, вод. в 1 д.; *История мужика*, ком. в 1 д.
THÉÂTRE ALEXANDRA. — Soirées musicales avec *M. Claudia*, *Rizza*, *Baumaine*, etc., et *MM. Joyeux*, *Flaire* et l'orchestre de *M. Wallner* à 8 h. 1399

RÉPERTOIRE DE LA SEMAINE
Du 21 au 28 mai.
THÉÂTRE ALEXANDRA. — Lundi 21. — *Богатыри*, ком.; *Модный закон*, ком.; *Парик*, вод. — Mercredi 23. — *Пирог*, ком.; *Два капитана*, ком.; *Вендетта*, 25. — *Война* жень с музыкой, ком.; *Заключенный тайны*, ком.; *Осенний вечер* в деревни, вод.

UNE FRANÇAISE
bien recommandée, désire accompagner une dame de distinction à l'étranger; on ne regarde pas aux appointements.
S'adresser aux init. W. C., bureau du journal, librairie Mellier, au pont de Police. 1592

DROUJI D'OCCASION
A VENDRE, chez Schwartz, carrossier, Litfalna. 1604

A VENDRE
un poney (avec harnais) pour enfants. On peut aussi le monter. Karavannaia, à l'école d'équitation, demander Tsaritsyne. 1607

A LOUER
à la Petite Morskaja, maison n° 22, au bel étage, 26 chambres ou 19 et 7 et au 3^e étage huit chambres, avec bois, eau, écuries, remises et caves à glace. 1622

A VENDRE
une jolie paire de trotteurs noirs, amenés de Vornège, 3 vershoks, 5 ans, et un étalon gris, 6 vershoks et 6 ans, du haras de M. Rachmaninov. Naidejnskaja, n° 15, log. 1; dem. le cocher Dmitri. 1623

A VENDRE
deux paires de chevaux, avec harnais anglais, à l'école d'équitation, à l'écurie du comte Siemski, ainsi qu'un char-à-bancs de Berlin, tout neuf. 1627

BONNE OCCASION.
A VENDRE, pour cause de départ, un piano tout neuf (royal de cabinet) et plusieurs tableaux. Galernaia, n° 6, log. 3. 1628

CHAPEAUX DE PAILLE
de couleur: nettoyage 30 c. et plus cher; chapeaux de paille d'Italie: blanchissage 50 c. et plus cher. Passage, 2^e galerie, n° 32. 1629

EAU DE MÉLISSE DES CARMES
Boyer, Rue Taranne, 14, Paris, seul successeur.
Se trouve à St-Petersbourg, chez Farge, perspective Nevsky, n° 3. — A Moscou, chez Lemercier, pont des Marchaux; chez Siou et dans les principaux magasins de la Russie. O. P. 23

GOUTTES AMÉRICAINES
contre les maux de dents
d'**Hippolyte Maiewsky**

présentées actuellement à l'exposition de manufacture et polytechnique; en vente au *Dépôt central*, rue des Officiers, n° 22, log. n° 15, et aux dépôts suivants: *Stoll et Schmidt*, Société russe d'articles pharmaceutiques, *Rulovius* et *Holm*, aux magasins *Junker*, Laboratoire chimique, *Rouza*, *Pupov* (Tchernichev pers.), *Linde*, *Pupat* (au Passage) et aux pharmacies *Ignatius*, *Issakievsky* et *Vossensensky* et chez *Eizler*, au pont d'Ismaïlovsky.

Prix des gouttes:
Grande boîte avec 3 remèdes... 2 r. 50 c.
Boîte moyenne avec 3 remèdes... 1 r. 25
Rabais pour les acheteurs en gros.
Les personnes habitant la province qui ne désirent qu'une boîte ont à ajouter 1 r. pour l'emballage et pour l'expédition. 1461

AGENCE COMMERCIALE GRATUITE.
Pour tous renseignements entre la Russie et la Belgique. — **Charles STOOFS**, boulevard de Waterloo, 83, à Bruxelles. 296

Reconnues comme les meilleures et récompensées fréquemment
MEULES DE MOULIN FRANÇAISES
PROPRE FABRICATION DE
ROB. BECKER, successeur
Stettin, Silberwiese, Holzstr., n° 5.
Magasin de toute sorte de meules de moulin, pierres spéculaires, pierres à aiguiser, burtoirs et gazes à blutoir, ainsi que de tous les articles nécessaires aux meuniers. — Service prompt et consciencieux à des prix modérés.
H. V. On cherche des agents. 1670

UN TENEUR de livres connaissant le russe, l'allemand, le français, l'anglais et la tenue des livres en partie double, se charge de régler et de tenir les livres de commerce à l'heure. S'adr. H. Ch., perspective Nevsky, n° 14, 15. 1563

Mme HELENE S. VONCL
dentiste américaine de New-York
reçoit tous les jours, pet. Morskaja, n° 21.
Dents artificielles. — Orifiction des dents. 1516

COMPTOIR DE TRADUCTIONS
dans toutes les langues. Pont de Kazan, m. Jontkovsky, n° 21, log. 16, bel étage, par le canal. Ouvert de 9 à 5 h. 1174

A LOUER un logement confortable pour 3, 500 roubles. Rue Gagarinskaia, m. n° 5, près du quai. 1597

A LOUER
jusqu'au 1^{er} juillet 1874
un logement avec escalier de parade, 6 chambres, antichambre, corridor, cuisine, meubles, draperies, glaces, remise, écurie et emplacement pour le bois. Rue Strémiannaja, près de la Vladimirskaja. Pour les conditions s'adresser au comptoir de la maison n° 17, au pont de Police. Demander *M. Jelwaty* (Желватых), de 11 heures du matin à 3 h. de l'après-midi. 1534

DENTS DIAMANTINES
Le procédé de la pose de ces dents fait oublier la perte des dents naturelles et contribue à la conservation de celles qui restent.
Henry James Miller, Mal. Morskaja, 16, log. 1. 1468

BAINS DE BORMIO.
Chemin de fer jusqu'à Botzen, Coire et Côme. Com. munitives postales quotidiennes par la magnifique route du Stilfserjoch avec le Tyrol, par la Bernina et le Splügen avec la Suisse; et par la Val-teline, avec l'Italie. Sources d'eaux thermales d'ancienneté renommée. Situation et environs magnifiques. — excellent air des Alpes. Établissement de premier ordre.
R. M. 983

BROWNLOWS LINE.
Marsdin for HULL
Panther for ANTWERP
Milan for DUNDEE
will leave Cronstadt about 20 May.
Excellent accommodation for passengers.
For particulars apply to Thomson Bonar & Co., Galernaia, house Astasheff. 1620

FABRIQUE D'APPAREILS CONTRE L'INCENDIE,
AVEC PRIVILEGE IMPÉRIAL ET ROYAL.
W. KNAUST, Vienne,
Leopoldstadt, Miesbachgasse, 15, vis-à-vis l'Augarten.
25 Médailles.
Pompes à incendie de toute espèce, pompes de jardin de différents genres, hydrophores, pompes centrifuges, pompes pour bâtiments en construction, pompes à vapeur, etc., etc. en cuir ou en caoutchouc, objets d'équipement pour pompiers, etc. — Catalogues illustrés, gratis par la poste. 826

LIGNE DE STEAMERS
entre
ANVERS ET ST-PETERSBOURG
et vice-versa.
Le steamer neuf de 1^{re} classe de la « Société belge de navigation à vapeur »
Belloye-Mathieu
capitaine A. Féraige
(1,500 tonnes) avec des accommodations élégantes et confortables pour passagers, partira de Cronstadt pour Anvers environ le 20 courant.
S'adresser pour plus amples renseignements aux agents de la ligne, *MM. Clémentz & Co*, ligne des Cadets, à St-Petersbourg. 1633

PLUS DE CHEVEUX BLANC SANS TEINTURE
POMMADE BLANCHE
REUSSITE
EAU NEOGENE
DU DOCTEUR WILLIAM NORTH
pour rendre progressivement aux cheveux leur nuance primitive.
La pommade blanche ne tache pas la peau, calme les démangeaisons; en outre elle est très-agréable pour l'usage de la toilette. O. P. 391
Parfumerie Orientale, 3, rue Bergère, Paris.

STEAMERS WILSON LINE
for
HULL
The *Rinaldo*, captain Jenkins, on or about 26th may.
The *Urbino*, captain Todd, on or about 30th may.
Specially fitted up for passengers.
For further information apply to *Feild & Sanderson*, Vasily-Ostrov quay, corner of the 16th line, Balck's House, n° 39. 1606

PARFUMERIE ORIZA
de L. LEGRAND
Fournisseur de plusieurs Cours étrangères
à PARIS, 207, rue Saint-Honoré.
Médaille « de Mérite » à l'Exposition universelle de 1867.

CRÈME ORIZA
Ninon de l'Enclos
Ce produit incomparable est en même temps onctueux et fondant; il donne à la peau la fraîcheur, la transparence, prévient et détruit les taches de vieillesse et entretient la beauté jusqu'à l'âge le plus avancé.

ORIZA-LACTÉ
Lotion émulsive
Préparation rafraîchissante qui donne de la blancheur à la peau, la tonifie et fait disparaître les taches de rousseur et les éphélides.

SAVON ORIZA
Produisant une mousse agréable et abondante avec toute les eaux
Ce Savon, le plus délicat, le plus odoriférant, est indispensable pour blanchir et adoucir la peau et la rendre veloutée (opinion du Dr O. REVEL).

Oriza-Fluide, pommade nutritive fortifiante, contre la chute des cheveux.
Oriza-Poudre, fleur de riz de la Caroline, pour blanchir et adoucir la peau.
Oriza-Flowers, eau merveilleuse de toilette, tonique, aux fleurs des tropiques.
Oriza-Elle, huile superfine parfumée pour assouplir les cheveux et la barbe.
Oriza-Hay, eau toilette supérieure au bouquet de foin fraîchement coupé.
Ess-Oriza, nouveaux parfums concentrés les plus à la mode pour le mouchoir.

L'ORIZALINE VÉGÉTALE, DU Dr JAMES SMITHSON
(Dans un seul Flacon)
Redonne instantanément aux cheveux leur couleur primitive, en blond, brun, châtain et noir. — Pas besoin de laver la tête, ni avant, ni après. — D'un emploi très-simple. — Le résultat est immédiat. — Ne salit pas la peau et n'est pas nuisible à la santé.

EAU TONIQUE QUININE LEGRAND, ET POMMADE AU BAUME DE TANNIN
Ces deux produits préparent selon les recettes du Dr CHOMEL, servent à nettoyer la tête, à fortifier la chevelure, à arrêter la chute des cheveux et à en favoriser la croissance.
Tous ces produits se vendent chez tous les principaux parfumeurs et coiffeurs de France et de Russie.

LA DIRECTION
DE LA
BANQUE D'ESCOMPTE
DE ST-PETERSBOURG

a l'honneur d'informer MM. les actionnaires de la 2^e versement de 75 roubles sur les actions de la 2^e émission devra être effectué jusqu'au 30 juin prochain.

Les versements opérés avant ce terme porteront intérêt sur le même pied que les comptes-courants ouverts par la Banque.

Les actionnaires qui n'auront pas effectué leurs versements à la date fixée, se verront appliquer les stipulations des art. 12 et 13 des statuts de la Banque. 1600

AVIS
M. Tanty, propriétaire du *Grand-Hôtel*, a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient d'ouvrir un restaurant français, pour la saison d'été, au Jardin Tarassow, pont d'Ismaïlovsky (*Concert Arban*).

La cuisine y sera l'objet de soins tout particuliers et la cave a été composée de manière à satisfaire à toutes les demandes.
De grands et de petits salons de 10 à 200 couverts viennent d'être complètement installés pour les repas de corps ou les dîners particuliers de commande.

Un dîner du jour est à la disposition du public, de 4 à 7 heures, moyennant le prix de 1 r. 50 c., y compris l'entrée au concert du soir: on délivre les contremarques à la caisse.

Dîner du dimanche 20 mai.
MENU.
Potage, au choix: Borch.
Julienne aux croûtons.
(Petits pâtés).
Truites de Gatchina.
Filets de bœuf garnis.
Pointes d'asperges à la Crème.
Dindonneaux rôtis (Salade).
Glaces aux framboises fraîches. 1635

N. B. En payant la consommation, on est prié de consulter la carte.

JULES JAQUET, DÉCORATEUR
PAPIERS PEINTS
Actuellement 16, Gr-Morskaja, m. Elisséw, 16,
Et s'occupant spécialement du collage des appartements

A l'honneur d'informer sa clientèle qu'il vient de recevoir de Paris, de Londres et d'Allemagne les dernières nouveautés, qu'il a été lui-même choisir et commander tant en articles riches, tels que: imitations d'étoffes reps, perse, cretonne, gobelins, application et imitation de cuirs de Cordoue dorés et non dorés, vernis et mats, qu'en papiers peints ordinaires tels que rayures de toutes sortes et dessins de toutes espèces pour la campagne, aux prix les plus modérés.

Il recommande spécialement un nouveau genre de papiers peints uniquement choisis pour compléter le boudoir idéal imaginé par la Ville de Lyon. En outre il signale aux propriétaires et aux personnes allant à la campagne un choix immense de papiers peints très varié, excessivement bon marché. 1609

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
DE
TAMBOW-KOZLOW.

L'assemblée générale des actionnaires, tenue le 13 mai dernier, a approuvé le compte-rendu pour 1872, ainsi que l'état prévu des recettes et des dépenses pour 1873, et a fixé de distribuer pour 1872 un dividende de deux roubles argent par action.

M. E. J. Klotchkovsky, directeur sortant à tour de rôle, a été réélu. Ont été élus membres du comité de révision pour la vérification des registres et du compte-rendu: de la direction pour 1873, ainsi que pour l'examen de l'état prévu des recettes et des dépenses de 1874: *MM. V. F. Muller, S. V. Yafimovitch, S. P. Gorstikine, E. J. Gerstfeld* et le baron *M. N. de Korff*. 1621

LA DIRECTION
DE LA
BANQUE D'ESCOMPTE
DE ST-PETERSBOURG

a l'honneur d'informer MM. les actionnaires de la 2^e versement de 75 roubles sur les actions de la 2^e émission devra être effectué jusqu'au 30 juin prochain.

Les versements opérés avant ce terme porteront intérêt sur le même pied que les comptes-courants ouverts par la Banque.

Les actionnaires qui n'auront pas effectué leurs versements à la date fixée, se verront appliquer les stipulations des art. 12 et 13 des statuts de la Banque. 1600

PARFUMERIE ORIZA
de L. LEGRAND
Fournisseur de plusieurs Cours étrangères
à PARIS, 207, rue Saint-Honoré.
Médaille « de Mérite » à l'Exposition universelle de 1867.

CRÈME ORIZA
Ninon de l'Enclos
Ce produit incomparable est en même temps onctueux et fondant; il donne à la peau la fraîcheur, la transparence, prévient et détruit les taches de vieillesse et entretient la beauté jusqu'à l'âge le plus avancé.

ORIZA-LACTÉ
Lotion émulsive
Préparation rafraîchissante qui donne de la blancheur à la peau, la tonifie et fait disparaître les taches de rousseur et les éphélides.

SAVON ORIZA
Produisant une mousse agréable et abondante avec toute les eaux
Ce Savon, le plus délicat, le plus odoriférant, est indispensable pour blanchir et adoucir la peau et la rendre veloutée (opinion du Dr O. REVEL).

Oriza-Fluide, pommade nutritive fortifiante, contre la chute des cheveux.
Oriza-Poudre, fleur de riz de la Caroline, pour blanchir et adoucir la peau.
Oriza-Flowers, eau merveilleuse de toilette, tonique, aux fleurs des tropiques.
Oriza-Elle, huile superfine parfumée pour assouplir les cheveux et la barbe.
Oriza-Hay, eau toilette supérieure au bouquet de foin fraîchement coupé.
Ess-Oriza, nouveaux parfums concentrés les plus à la mode pour le mouchoir.

L'ORIZALINE VÉGÉTALE, DU Dr JAMES SMITHSON
(Dans un seul Flacon)
Redonne instantanément aux cheveux leur couleur primitive, en blond, brun, châtain et noir. — Pas besoin de laver la tête, ni avant, ni après. — D'un emploi très-simple. — Le résultat est immédiat. — Ne salit pas la peau et n'est pas nuisible à la santé.

EAU TONIQUE QUININE LEGRAND, ET POMMADE AU BAUME DE TANNIN
Ces deux produits préparent selon les recettes du Dr CHOMEL, servent à nettoyer la tête, à fortifier la chevelure, à arrêter la chute des cheveux et à en favoriser la croissance.

Tous ces produits se vendent chez tous les principaux parfumeurs et coiffeurs de France et de Russie.

1606

CHARLES MASSON & Co
NETTOYAGE ET MISE A LA NOUVELLE FORME
DES CHAPEAUX DE CASTOR, PAILLE ET CRIN.

GRAND ASSORTIMENT DE CHAPEAUX NOUVEAUX
POUR DAMES, ENFANTS, ET JEUNES FILLES.
ATELIER POUR ROBES ET MANTEAUX.
CHARLES MASSON & Co, canal Catherine, n° 16, maison Olkhine. 828

COMPAGNIE DE ST-PETERSBOURG
D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE ET DE RENTES ET CAPITAUX.
Capital de fondation versé 2,400,000 r.
(Outre réserves.)

Cette Compagnie, fondée en 1858, conclut aux conditions les plus avantageuses et à des primes fixes et modérées:

1^{re} Les assurances contre l'incendie de meubles et d'immeubles de toute espèce;
2^{re} Les assurances de toutes catégories de rentes et capitaux sur la vie, notamment pour assurer l'avenir des familles, la tranquillité de la vieillesse, pour la dotation des enfants, les pensions aux veuves et les rentes viagères. Les maladies épidémiques, telles que *choléra*, *typhus*, *petite vérole*, etc., ainsi que la mort subite, ne libèrent pas la Compagnie de l'obligation de payer les sommes assurées chez elle.

Les statuts, tarifs des primes et formules de déclaration sont délivrés gratuitement au bureau de la Compagnie, Grande-Morskaja, n° 32 (près de la rue aux Pois), tous les jours de 10 h. à 3 h., les dimanches et jours fériés exceptés, et dans les villes de gouvernement et de district chez les agents de la Compagnie. On y donne également tous les renseignements désirables. 1318

HOTEL BELLE-VUE
(Perspective Nevsky)
au RESTAURANT tous les jours:

Déjeuner de 2 plats, à 75 c.
Dîner de 5 plats, à 1 r.
Dîner de 6 plats choisis, à 2 r. } de 3 à 7 heures.
Souper à la carte.

CABINETS A PART.
On accepte toutes commandes pour la ville, avec ou sans vins et service.
JULES LOMATZSCH.
1268

LE COMITÉ
DE LA
GRANDE LOTERIE

APPROUVÉE PAR
S. M. L'EMPEREUR

et organisée en faveur des sections de la Société de bienfaisance de Moscou: *Arbatski, Gorodski, Yakimanski* et *Serpoukhovski*

SOCIÉTÉ PLACÉE SOUS LE PATRONAGE IMMÉDIAT DE
LEURS MAJESTÉS IMPÉRIALES

AINSI QU'EN FAVEUR
de la Caisse de secours aux personnes du sexe féminin qui servent dans les

HOSPICES DES PAUVRES A MOSCOU
a l'honneur de porter à la connaissance générale que le tirage de cette loterie, qui devait avoir lieu au carnaval passé, a été remis aux

27, 28, 29 et 30 mai 1873.
EN TOUT 1,600 LOTS GAGNANTS.
Dont les principaux sont:

1 lot de billets du second emprunt à primes (au cours du jour) de 25,000 r.
1 " " " " " " " " 10,000
1 " " " " " " " " 3,000
1 " " " " " " " " 2,000
1 " " " " " " " " 1,000
2 " de 500 r. " " " " 1,000
10 " de 200 r. " " " " 2,000
100 " en objets de bijouterie de la valeur de 3,000
700 " en argenterie " " " " 18,000
783 " en objets de bronze et autres " " " " 19,000

Prix du billet — un rouble.
On peut se procurer des billets à Moscou et à St-Petersbourg dans les principaux magasins de ces deux capitales.

La vente des billets aux personnes demeurant à l'intérieur est confiée par le comité de curatelle au magasin *Hildebrandt et Co* (ci-devant *Junker*) à Moscou, au pont des Marchaux, maison *Popow*. Les personnes de l'intérieur qui désirent faire l'acquisition de billets sont donc priées de s'adresser à cet effet à ce magasin, en ayant soin de lui envoyer le prix des billets et de bien préciser leur adresse. Elles sont priées d'ajouter aussi à leur envoi le montant des frais de poste d'après le calcul suivant: pour 1 à 6 billets 30 c., pour 7 à 10 billets 55 c., pour 11 à 20 billets 80 c., pour 21 à 30 billets 1 r., pour 31 à 50 billets 1 r. 25 c. Quant aux personnes qui se font expédier plus de 50 billets, elles n'ont aucuns frais de poste à supporter.

L'envoi du montant des frais de poste peut se faire en argent ou en timbres-poste.
Publication sera faite à l'avance du local où aura lieu le tirage dans la *Voix*, la *Gazette de Moscou*, les *Nouvelles contemporaines* et le *Journal de St-Petersbourg*.

Les personnes de l'intérieur, quel que soit le nombre de billets qu'elles ont fait venir par l'entremise du magasin *Hildebrandt et Co*, ci-devant *Junker*, à Moscou, reçoivent après le tirage une liste des numéros sortis avec le catalogue des lots gagnants pour lesquels on est prié d'envoyer après réception la somme de 15 c. à l'adresse du magasin *Hildebrandt et Co*, ci-devant *Junker*, à Moscou.

1551

L'éditeur responsable, **ANT. E. HOBE.**

1606